

Se poser les bonnes questions

Louis Mazuy – Fédération du Nord, section de Maubeuge

La réélection de la plupart de nos maires communistes ne doit pas nous empêcher d'être lucide sur notre situation critique. La moyenne d'âge des adhérent(e)s de beaucoup de sections est préoccupante. La ligne consistant à se démarquer prioritairement des outrances et provocations de Mélenchon, par un consensus avec la social-démocratie raisonnable, ..., apparaît de plus en plus une impasse, car la jeunesse radicalisée de gauche continue à voter préférentiellement pour LFI. Depuis des décennies, le Pcf n'est plus considéré comme un repère majeur du changement de la société, auquel se réfèrent les jeunes, le monde du travail et les milieux populaires. Il est alors vain de poursuivre notre classicisme comme des automates, sans se poser les bonnes questions sur la réorientation nécessaire de notre politique. Le positionnement compliqué des députés communistes sur le budget recettes Sécu 2026 a été une nouvelle alerte. Pour ne pas coller au compromis PS /Lecornu, ni s'aligner sur la stratégie « Macron démission » de Mélenchon, la position communiste devait être précise sur les conditions pouvant permettre une non opposition de notre part, sans en rester seulement à la suspension de la réforme des retraites. Faute de cet éclairage, l'électorat de gauche s'est partagé entre ceux estimant que le PS a encore failli, et ceux pour qui c'est un moindre mal, sans que la position du Pcf apparaisse comme la référence sérieuse et solide.

Comme c'était le cas dans les années 1960 et 1970, la jeunesse radicalisée de gauche pourra à nouveau s'impliquer avec le parti communiste, à condition que sa politique dénote d'une conception rationnelle du changement de société par une démarche résolument démocratique. Si cette visée est périodiquement affirmée par nos congrès, la politique concrète du parti ne parvient pas jusqu'à présent à crédibiliser cette perspective au sein de la population pour des raisons qu'il nous faut bien cerner. Deux problématiques sont à rediscuter en vue d'une réorientation. La première concerne notre rapport avec le reste de la gauche, et la stratégie du rassemblement, pour lesquels il nous faut approfondir pour ne pas en rester à des principes dogmatisés menant à des impasses. La deuxième concerne la stratégie-projet que le Pcf préconise pour la gauche rassemblée, afin que cette dernière soit capable de réussir le changement auquel notre peuple aspire une fois au pouvoir. Ma contribution traite de ces deux problématiques.

Les droites, la macronie et beaucoup de socialistes font des questions de l'antisémitisme, de la brutalité verbale, de la position sur le Hamas, ..., un motif de fracture principale de la gauche. Si divers propos de Mélenchon sont en cause, il faut bien percevoir qu'ils fournissent un prétexte à tous ceux pour qui un gouvernement de gauche se doit de respecter le modèle libéral pour être raisonnable (Vals, Cazeneuve, Hollande, Glucksman...). Le Parti socialiste divisé n'a pas clairement fait la critique de la politique libérale menée lors de la présidence Hollande. C'est pourquoi, son accord sur le programme du NFP en 2024 était un choix électoral conjoncturel sans garantie de mise en œuvre une fois au pouvoir. On peut aussi avoir un doute quant à la politique réelle que LFI mènerait s'il dirigeait un gouvernement de gauche. Il faut néanmoins retenir que LFI se positionne régulièrement selon une orientation keynésienne de gauche, tandis que durant son quinquennat, Hollande s'est principalement positionné comme un libéral (politique de l'offre, loi travail,...). La question cruciale pour laquelle les forces de gauche et écologiste doivent être pertinentes pour gouverner ensemble avec succès n'est donc pas la position à tenir à propos des provocations de Mélenchon. Même s'il est affaibli, le Pcf gagnerait beaucoup à être un facilitateur opiniâtre du débat de la gauche sur la question cruciale de la politique qu'il serait possible de mener avec succès une fois au pouvoir. Ainsi, il pourrait être reconnu comme une référence rationnelle majeure de la gauche par la jeunesse et la citoyenneté aspirant à un changement progressiste. Si ce n'est plus le cas depuis les années 1970, il faut se demander pourquoi, sans en rester à l'échappatoire consistant à attribuer notre affaiblissement avant tout par des complots de nos partenaires contre nous

(Mitterrand durant les années 1980, Mélenchon depuis une dizaine d'années). C'est un pis aller empêchant de se poser les bonnes questions, car quand on subit un échec face à l'adversité, la leçon à tirer est d'abord de pallier à sa propre faiblesse. C'est pourquoi ma contribution se prononce pour un renouvellement de notre politique, avec l'espoir que le congrès parviendra à se donner une orientation et une direction déterminée à relever le défi. La forte perte d'audience durant les années 1980, puis durant la période du gouvernement Jospin, fut le reflet d'une perte de crédibilité du parti dans le monde du travail, lacune qui ne peut pas se combler par un classicisme volontariste sans innovation majeure de la pensée communiste sur l'avenir de la France, de l'Europe et du monde.

Selon la ligne menée par notre direction depuis le 38ème congrès, la « remontada » du parti passe obligatoirement par la présentation d'un candidat communiste à toutes les élections présidentielles, et qu'il suffit alors de relancer notre classicisme en le modernisant. Cette ligne sous-entend que la politique projet du parti est bonne par principe et qu'il s'agit d'avoir la bonne stratégie électorale pour la faire apprécier. Mais l'élection présidentielle de 2022 puis l'élection européenne de 2024 ont montré que la popularité de Fabien Roussel ne correspond pas à une remontée de l'influence de notre communisme comme pensée progressiste et rationnelle de l'avenir. De plus, le dogme de la présentation systématique d'un candidat communiste à l'élection présidentielle est contreproductif dans le contexte actuel. La gauche est incapable de parvenir au deuxième tour sans trouver le moyen de dépasser ces divisions avant le premier tour. En conséquence, les deuxièmes tours des présidentielles donnent lieu à un choix entre un candidat libéral (le remplacement de Macron est au centre des manœuvres) et celui du RN. Au deuxième tour, l'électorat populaire et du monde du travail est alors enclin à s'abstenir ou à voter RN pour sanctionner les conséquences des politiques subies depuis si longtemps. Du coup, cet électorat en vient à intégrer le reste de l'idéologie de l'extrême-droite. Et il est vain de s'imaginer qu'un candidat communiste à la présidentielle pourrait obtenir une audience suffisante pour amener cet électorat à une autre perspective. Si le premier tour des présidentielles donne lieu à un match entre Mélenchon et Glucksman (ou un équivalent), un candidat communiste ne pourra pas s'opposer à la logique du vote utile. En vue de l'élection présidentielle de 2027, quelle décision responsable doit alors prendre le congrès ? Quelle qu'en soit la difficulté de mise en oeuvre, une solution pour sortir de ce piège suppose la tenue d'une primaire de la gauche. Evidemment, cela nécessite des dispositions instaurant une véritable culture du débat et un respect de notre parti au même titre que les autres (ce qui suppose un accord précis entre les partis, incluant la question des législatives). Il est regrettable que la direction du parti n'ait pas voulu négocier un accord politique d'organisation d'une primaire avec Olivier Faure, EELV, les exclus de LFI et Génération-S. Même si cette option risque de ne pas se concrétiser, son principe répond à une aspiration forte de l'électorat de gauche en faveur du rassemblement. De plus, il contrecarrerait la stratégie dominante de Mélenchon, tout en pouvant permettre aux citoyens de gauche de tourner la page de la politique socialiste du type de celle menée par Hollande. Mais, à l'approche de 2027, la ligne suivie par la direction sortante nous enferme dans un dilemme.

Se prononcer clairement pour une primaire de la gauche face au défi de la présidentielle ne signifie pas qu'il faille renoncer au rôle spécifique du Pcf au sein de la gauche. Ceux pour qui la fiabilité du rassemblement de la gauche découle logiquement du programme du NFP, ne font pas preuve de lucidité. Des expériences dans une diversité de pays (Grèce avec Syriza, Chili, Bolivie, ...) montrent que réussir dans la durée une politique authentique de gauche, sans se résigner au renoncement social-démocrate, ne consiste pas seulement à adopter un programme électoral ambitieux. Si l'on n'adopte pas une stratégie-projet en capacité d'obtenir un rapport de forces économique-politique et géopolitique, suffisamment robuste face aux forces du capital et de la réaction libérale, la désillusion populaire conduit à la défaite électorale. Seuls se maintiennent les dictatures « Etats-partis » se prétendant communistes, ainsi que des régimes autoritaires comme le chavisme au Venezuela et le sandinisme au Nicaragua. L'échec cuisant du soviétisme nous a montré qu'une politique communiste progressiste doit rester résolument dans une démarche démocratique. Le Pcf

s'est prononcé dans cet optique depuis plusieurs décennies. Mais depuis les années 1970, il s'en tient à défendre les exigences sociales des milieux populaires, et le partage des richesses, sans se doter d'une stratégie projet en capacité d'intervenir efficacement sur le devenir de la société et de son économie, et sur le rapport de notre pays avec l'Europe et le monde. Le rôle des communistes reste seulement apprécié comme élu(e)s dévoué(e)s au service des préoccupations locales de la population, et comme contributeur aux luttes sociales. Par contre, sur la politique nationale et européenne, le Pcf n'est plus attractif car les principes généraux qu'il affiche sont des vœux pieux sans lendemain. C'est pourquoi, la stratégie-projet, en capacité d'obtenir un rapport de forces économique-politique et géopolitique, qui soit suffisamment robuste face aux forces du capital et de la réaction libérale, devrait être le défi central de la politique du parti. C'est aussi un enjeu crucial pour la réussite de la gauche rassemblée dans l'exercice du pouvoir. Le Pcf améliorerait nettement sa crédibilité s'il faisait de cette question un sujet majeur à débattre entre les forces de gauche. La tenue de primaires de la gauche pourrait être un moment particulièrement favorable à une transparence de ce débat avec les citoyen(ne)s. Les nostalgiques de la politique menée sous la présidence de Hollande ne souhaitent pas cette clarification, car elle serait une critique de leur renoncement social-libéral. Et on peut se demander si Mélenchon et la direction de LFI ne sont pas dans un raisonnement similaire. Car débattre en toute clarté avec les citoyen(ne)s de gauche, du contenu de la politique de gauche à mener pour réussir face aux forces du capital, est un engagement à respecter par la suite.

Sommes nous suffisamment pertinents et convaincants dans des débats avec la diversité des citoyens de gauche et écologistes, ainsi qu'avec tous ceux qui aspirent à un changement progressiste ? Le parti a tendance à traiter du projet de changement par des programmes de mesures argumentées par un chiffrage macro-économique et financier. Cette pratique à visée électorale a montré toutes ses limites depuis les déconvenues du programme commun de la gauche (accord que le Pcf avait réussi à faire signer par le PS dans les années 1970, et qui a été partiellement appliqué par la gauche entre 1981 et 1983). En effet, la politique concrète que l'on mène, ne se prévoit pas comme le résultat d'une loi économique avec un chiffrage précis. Quant il s'agit de changer la société, le résultat dépend d'une lutte sans qu'on puisse le quantifier précisément à l'avance. En conséquence, la crédibilité d'une stratégie-projet dépend des dispositions qui permettent d'engager le processus de changement, en indiquant quelles adversités il faut vaincre, et en sachant que la lutte déterminera le cheminement permettant d'aboutir au résultat souhaité. Il s'agit alors de cerner les ruptures nécessaires à l'engagement du processus, ce qui passe entre autres par des réformes à caractère juridico-institutionnel, fondées sur des principes clairs et une conceptualisation rigoureuse. La question de la maîtrise publique de l'économie reste de ce point de vue un défi fondamental. Notre classicisme communiste s'est inspiré du modèle de société administrée par l'État, jusqu'à ce que la crise durable de l'Union soviétique montrait d'évidence qu'il comportait de sérieuses lacunes. Dans les années 1990, le parti en est venu à adopter le principe de la mixité privée-publique du capital, en prétendant que le déterminant essentiel de la gestion des entreprises ne dépendait pas prioritairement du statut juridique de leur propriété. Le positionnement opportuniste, en ayant résulté durant le gouvernement Jospin, contribua à la forte perte d'influence du parti dans le monde du travail du secteur public. Depuis a été adoptée la notion floue de pôle public, non fondée sur une conceptualisation rigoureuse, ce qui la conduit à s'interpréter comme une mesure d'accompagnement de l'instauration des marchés dans les domaines assurés antérieurement par des monopoles de service public. Du coup, notre position de principe en faveur des services publics a perdu en partie ce qu'elle signifiait en terme d'efficacité économique et industrielle depuis la Libération. Il doit être clairement reconnu que l'orientation datant des années 1990, ayant éladé la réflexion théorique à mener sur la transformation du marché des biens et des services, sur les principes d'organisation et le statut juridique des entreprises, a été une erreur très préjudiciable à la crédibilité de notre stratégie-projet. Nos positionnements actuels se limitent à quelques généralités et slogans, sans donner à des argumentations significatives faisant preuve d'un haut degré de rationalité. J'aborde ci-après l'enjeu de l'énergie pour m'expliquer.

Le fait que les gouvernements libéraux aient modifié le statut d'EDF et de la SNCF, pour passer à des marchés institutionnalisés en lien avec les directives européennes, est particulièrement indicatif. La politique libérale a supprimé les monopoles de service public, assurant une péréquation des prix payés par les usagers, et à instaurer un partage de marchés utilisant une infrastructure commune (le réseau électrique interconnecté, le réseau ferroviaire, ..). Elle conduit à des complications d'organisation, au détriment d'une bonne gestion technique des réseaux et équipements, à des gâchis de subventions publiques, à des emplois sans utilité (publicité, frais commerciaux, juridiques,...), et à des surcoûts payés par les usagers. Il faut ainsi préciser pourquoi des monopoles de services publics étaient la solution économique et sociale la plus performante pour répondre aux besoins de tous les usagers. Certes, il ne s'agit pas de préconiser que toutes les activités de production et de services soient du ressort d'entreprises monopolistiques comme c'était le cas en Union soviétique. Et revenir à la notion de nationalisations est équivoque car une grande partie des activités industrielles implique une interdépendance européenne et mondiale (transfert de technologies et choix de standards communs, répartition en fonction des atouts de chacun et des ressources naturelles...). Par contre, le statut des entreprises et la configuration structurelle des marchés doivent être établies selon d'autres principes que le modèle libéral. Le concept de marché orienté est à réfléchir dans cette optique, plutôt que de consentir à celui de la régulation des marchés qui inspire la politique social-démocrate. Vouloir canaliser les marchés par une réglementation à visée écologique et sociale, sans que ces attendus soient des déterminants de la gouvernance des entreprises, conduit dans les faits à une complexité et une lourdeur de la réglementation, contestées comme causes de surcoûts et d'inefficacité. S'il est impératif d'être ferme sur le respect des normes écologiques et sociales, il faut bien comprendre que l'activité des entreprises, selon le principe libéral, génère de multiples gâchis à la charge de la société, contre lesquels les gouvernances s'évertuent à mettre des garde-fous entraînant une complexité de la réglementation et du contrôle associé. D'où divers effets indésirables qui décrédibilisent certaines réglementations au sein du monde du travail. Il nous faut alors clairement montrer que nous avons un autre modèle, ne se limitant pas à instaurer des correctifs de la logique capitaliste, comme le sont les aides publiques conditionnées. Les inefficacités et gâchis, causées par le « tout marché libéral », doivent nous inciter à être novateurs sur la structuration globale des activités de productions et de services, selon le concept de marché orienté et aussi par la définition d'un nouveau statut de l'entreprise et du salariat. Cette ambition peut sembler prétentieuse dans le contexte actuel, mais y renoncer nous confine soit dans le vœu pieu, soit dans des recettes peu-efficaces. La logique économique keynésienne du programme NFP ne répond pas à ce défi, d'où le risque que sa mise en œuvre puisse subir un échec comme cela fut le cas pour le gouvernement Tsypras en Grèce. Un projet de changement qui ne traite pas fondamentalement l'enjeu des forces productives, et de la structuration du tissu économique en correspondance, est voué à l'impuissance face aux forces nationales et internationales du capital. C'est sur ce défi que les communistes devraient montrer leur pertinence au sein de la gauche.

La politique énergétique est un domaine pour lequel le Pcf a une position spécifique au sein de la gauche. Cela devrait être un point fort de notre crédibilité, pour autant que notre explication soit appropriée et lisible. L'abandon des fossiles par le seul recours aux renouvelables donne progressivement lieu à des inconvénients préjudiciables. Si cette option a été érigée en dogme par l'écologie politique, elle a aussi longtemps été privilégiée par les libéraux comme investissement rentable à court terme, sans se préoccuper des problématiques technologiques liées au pilotage d'un réseau électrique interconnecté devant fournir du courant électrique à la demande pour tous les usagers. Maintenant, la plupart des libéraux sont contraints de reconnaître que la poursuite de l'électronucléaire est un atout pour la décarbonation de l'énergie, malgré les investissements lourds dont l'amortissement nécessite une longue durée d'exploitation (10 ans, 20 ans,...), ce qui n'intéresse pas la finance libérale. Les pro-nucléaires de droite ont camouflé cette réalité en attribuant l'électricité française peu chère à l'exploitation des centrales nucléaires largement amorties. Leur parti-pris reste en faveur du marché et de la privatisation progressive, voire partielle de la fourniture

d'électricité. Maintenant qu'il faut réinvestir pour remplacer les centrales devenant trop vieilles, les libéraux manoeuvrent en faisant payer les consommateurs surtout domestiques et en sollicitant les petits épargnants (livret A). Polariser le choix d'une transition énergétique, comme une lutte entre pro-nucléaires et anti-nucléaires, a été un biais préjudiciable à la crédibilité du Pcf dans l'électorat de gauche. Il nous faut traiter de la transition énergétique d'abord à partir du besoin de constitution d'un grand service public, à instituer comme un monopole en dérogation aux dispositions libérales de l'Union européenne. Si nous avons raison d'argumenter de ne pas se passer du nucléaire, il faut préciser que le meilleur mix énergétique dépend de la compétence des agents du service public (études d'ingénierie, expérimentations progressives, comparaison économique,...), pour autant qu'il soit maîtrisé avec des règles rigoureuses de sûreté. La définition du mix énergétique le plus approprié à chaque pays passe par la recherche d'un équilibre technico-économique. Mais le marché de l'énergie que les libéraux veulent maintenir ne permet pas d'obtenir le meilleur choix, car il est une lutte de partage des profits entre exploitants non responsables de la continuité globale de fourniture des besoins de tous les usagers. Par contre, suite à la Libération, le principe du monopole de service public a été le plus approprié pour assurer à tous les usagers un prix modéré de l'énergie.

L'expérience française des services publics de l'énergie, de la téléphonie, du transport ferroviaire, ..., a été un facteur majeur de développement d'une industrie performante des grands biens d'équipements, jusqu'à ce que la bourgeoisie française accepte une remise en cause du système correspondant pour se conformer aux traités européens et à la mondialisation libérale (confère rapport Beffa). Elle donne du crédit au concept de marché orienté, tandis que la régulation des marchés, inspirant la politique social-démocrate européenne, montre aujourd'hui toutes ces limites. En particulier, l'Europe ne parviendra pas à une maîtrise de l'intelligence artificielle, conforme à sa souveraineté économique et démocratique, si elle ne se dote pas d'un système adapté de service public permettant de piloter la filière industrielle correspondante. Ce défi pourrait être un marqueur clair de la politique européenne communiste, en s'écartant du piétinement d'une Union européenne qui reste vassale de l'hégémonie américaine, quoiqu'elle en dise. La remontée de l'influence du Pcf, comme pensée progressiste et démocratique de l'avenir du monde, doit particulièrement se focaliser sur les questions européennes, en devenant un axe clé de notre stratégie-projet. C'est une condition pour que la souveraineté populaire nationale, à laquelle nous prétendons, s'oppose bien sur le fond au souverainisme d'extrême-droite qui dévoie le mécontentement populaire par un nationalisme démagogique. La taxation trumpiste, présentée démagogiquement comme un moyen de relancer l'industrie nationale, est avant tout un impôt pesant sur les consommateurs et les milieux populaires. A contrario, la structuration de marchés orientés, non pilotés par les appétits insatiables du capital, permet de combiner harmonieusement l'économie, le social et l'écologie. C'est une question cruciale de l'avenir de l'agriculture, sujet sur lequel règne pour l'instant une grande confusion politique.

Lors de la campagne des élections européennes de 2004, on a cru pouvoir regagner un ancien électorat de gauche dévoyé par le RN, sans contrecarrer les prêts à penser qui l'ont permis. Durant le 20ème siècle, une grande partie de notre peuple considérait implicitement que l'intérêt économique du pays passait par une appropriation de richesses naturelles provenant du monde entier et de l'ex-domaine colonial. En quelque sorte, les classes sociales autres que la bourgeoisie, ont défendu leurs exigences sociales, en obtenant un partage relatif de richesses provenant en partie de l'exploitation de pays colonisés et dominés par le capital français. La plupart des pays dits occidentaux, et notamment les Etats Unis, sont marqués par ce prêt à penser idéologique. Cela explique l'attractivité électorale de Trump ayant promis aux américains de rétablir la puissance de leur pays, en alléguant que cela répondrait à leur intérêt général. En France, le même type de raisonnement est au fond des prises de positions des politiques pas seulement d'extrême-droite. La droite, la macronie et le centre-gauche sont dans le même registre. Leurs divergences tiennent en partie à l'Europe, entre les pros-volontaristes et ceux pour qui l'essentiel est de défendre l'intérêt du capital national avant tout.

Ces questions sont aussi en arrière-fond des pensées populaires préoccupées en premier lieu par le pouvoir d'achat, l'emploi, la sécurité, et le cadre de vie ; elles imprègnent également l'idéologie des couches moyennes. Dorénavant, le Pcf doit populariser une autre perspective d'avenir, équivalente à un altermondialisme, en s'investissant fortement sur les questions européennes dans l'ambition de reconstruire l'influence fondamentale de notre communisme. Il doit accorder à l'élection européenne une importance particulière pour mettre en valeur sa pensée progressiste de l'avenir commun de la France, de l'Europe et du monde, en considérant que c'est une échéance nécessaire à la reconstruction de l'influence fondamentale de notre communisme. Jusqu'à présent, le parti s'est positionné sur l'Union européenne selon la dominante défensive de notre spécificité nationale. Mais l'avenir progressiste de chaque pays passe par une convergence écologique mondialisée quant à l'impact des activités humaines sur le devenir de la planète, ce qui implique de gérer l'utilisation des ressources naturelles avec des principes de partage équitable et de respect de la nature. Cela s'obtiendra par une fin de la guerre économique-politico-militaire qui oppose l'Occident (les Etats Unis et ses vassaux européens, japonais, ...) et les nationalismes des pays émergents. Dans ce but, l'Europe doit cesser d'être un groupement de pays vassaux des Etats Unis, nostalgique de la domination passée de l'Occident sur le monde, et donnant lieu à un partenariat conflictuel déterminé par les appétits des capitaux de leurs bourgeoisies respectives. Si cette visée est implicite dans les positions de principe du parti, il nous faut la crédibiliser pour qu'elle ne soit plus assimilée à un vœu pieux. D'où le besoin que notre stratégie-projet soit explicite sur les dispositions à caractère politique et économique à mettre en œuvre par notre pays et l'Union européenne, en précisant par quel type de rapports de forces et de luttes pacifiques cela passe, et en considérant que la politique communiste sur l'Europe se définit en rapport étroit avec le mondial.

En conclusion, l'affaiblissement du parti, durable depuis l'élection présidentielle de 2002, est préoccupant. Son influence électorale du parti est passé en dessous de 3% depuis la période de notre participation au gouvernement Jospin entre 1997 et 2002, en perdant une grande partie de son audience au sein du monde du travail. Cette lacune ne se comble pas par un classicisme volontariste sans innovation majeure de la pensée communiste sur l'avenir de la France, de l'Europe et du monde. Et il ne suffit pas de gérer notre stratégie électorale avec le souci principal que nos maires, députés et élus(e)s locaux puissent se faire réélire grâce à leur notoriété personnelle par un électorat nettement plus large que ce qui reste comme électorat communiste sur le fond. Ma contribution se prononce pour un renouvellement de notre politique, à fonder sur une approfondissement théorique qui permette à notre stratégie-projet d'être une référence rationnelle fiable pour les citoyen(ne)s et la jeunesse aspirant à un changement progressiste. Pour cela, il ne s'agit pas de s'en tenir à des propos paraphrasant le marxisme classique, sans être précis sur les questions concrètes de la période. J'ai l'espoir que le congrès parviendra à se donner une orientation et une direction déterminée à relever le défi.